



ANALYSE FINANCIERE DE

SAINS-EN-GOHELLE

Trésorerie de HERSIN - COUPIGNY

PRESENTATION DE LA COLLECTIVITÉ

La commune de Sains-en-Gohelle est une commune située au cœur de l'ancien bassin minier du Pas-de-Calais, au pied des collines de l'Artois et près du parc départemental d'Olhain.

Sains-en-Gohelle compte 6505 habitants et emploie 81 personnes.

La commune compte 3481 foyers fiscaux avec un revenu fiscal moyen par foyer de 16 706€. La part des foyers non imposables est de 60.3%.

Il est à noter que le revenu fiscal moyen est nettement inférieur à la moyenne départementale (18 018€) et que le taux des foyers non imposables est lui supérieur (58.6%).

Les logements sociaux sont au nombre de 943 et 2501 logements sont imposés à la taxe d'habitation avec une valeur locative moyenne de 2461€.

153 établissements sont imposés à la cotisation foncière des entreprises et 145 à la cotisation minimum de cotisation foncière des entreprises.

Depuis le 01 janvier 2000, la commune perçoit chaque année de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin une dotation communautaire.

SOMMAIRE

<i>Introduction</i>	4
<i>Principaux constats</i>	4
I] LA FORMATION DE L'AUTOFINANCEMENT	5
A) Composantes des charges et des produits réels de fonctionnement :	5
1°) Les charges réelles de fonctionnement augmentent de 4% :	5
2°) Les produits réels de fonctionnement progressent de 3 % :	7
B) La Capacité d'autofinancement encore en baisse en 2013 :	8
II) L'INVESTISSEMENT	10
A) Le financement disponible :	10
B) Les dépenses d'équipement :	11
C) Le financement des investissements :	11
III] EQUILIBRE DU BILAN	13
A) Le fonds de roulement :	13
B) Le besoin en fonds de roulement :	14
C) La trésorerie :	14
IV) Marges de manoeuvre	15
A) La fiscalité directe locale :	15
B) Analyse de l'endettement :	17
C) Le coefficient d'autofinancement courant :	19
LEXIQUE	20

INTRODUCTION

L'étude a été réalisée en mai 2014 sur la base des données recueillies dans les comptes de gestion et dans les fiches de situation financière des années 2009 à 2013.

Les données de la commune sont comparées aux moyennes départementales des communes appartenant à la même strate géographique (5000 à 9999 hab.) et de même régime fiscal (FPU). Avec ses 6505 habitants Sains-en-Gohelle se situe dans la partie basse de la strate.

PRINCIPAUX CONSTATS

La situation financière de la commune de Sains-en-Gohelle est toujours très délicate.

La capacité d'autofinancement brute est encore en baisse en 2013. Quant à la capacité d'autofinancement nette elle est négative (-329 664€).

Le financement disponible est lui aussi négatif (-220 272€). La cession d'une immobilisation prévue dans les restes à réaliser devrait atténuer ce chiffre.

Les dépenses d'équipement restent faibles par rapport aux autres collectivités du département.

L'endettement de la commune est important même s'il diminue légèrement.

La commune de Sains-en-Gohelle peut difficilement augmenter ses taux d'imposition, eu égard à l'effort fiscal actuel (1,866). En outre, son taux d'endettement étant très important, il lui sera difficile d'avoir encore recours à l'emprunt. Aussi, elle doit absolument réduire ses dépenses de fonctionnement afin de dégager un financement disponible qui lui permettrait de financer de nouveaux investissements.

Des projets d'investissement ne peuvent être envisagés avant d'avoir atteint un financement disponible positif.

I] LA FORMATION DE L'AUTOFINANCEMENT

A) Composantes des charges et des produits réels de fonctionnement :

1°) Les charges réelles de fonctionnement augmentent de 4% :

Les charges de fonctionnement réelles (charges de fonctionnement courant, charges financières et charges exceptionnelles) s'élèvent en 2013 à 6 379 855€ pour 6 132 695€ en 2012, soit une moyenne de 981€ par habitant, chiffre supérieur de 100€ à la moyenne départementale.

En 2013, tous les postes sont supérieurs à ceux de 2012 et les charges de fonctionnement réelles sont en augmentation constante depuis 3 ans.

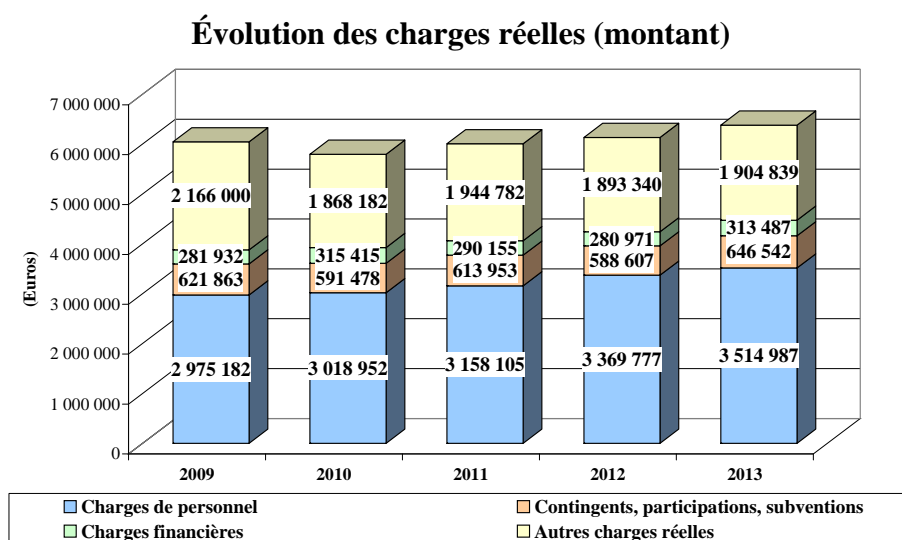
Les charges de personnel ont augmenté de 4.3%. Elles représentent 55,10 % du total des charges de fonctionnement pour un montant de 3 514 987€. Ces charges représentent une dépense de 540€ par habitant, la moyenne départementale est de 492€.

Les contingents et participations ont augmenté de 9.8%, elles représentent 10% du total des charges réelles.

Les charges financières ont elles aussi augmenté de 11.6%. Un nouvel emprunt de 500 000€ a été souscrit en 2012.

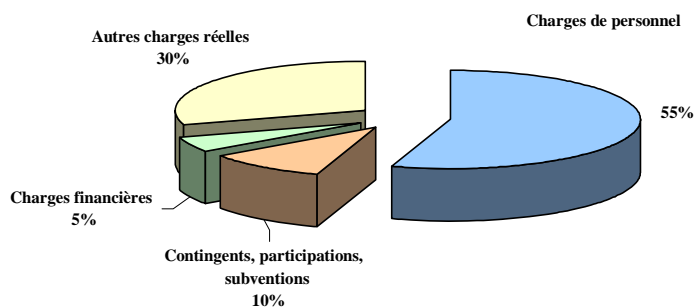
L'emprunt le plus significatif, 2 437 547€, souscrit en 2007 (renégociation d'emprunts) se terminera en 2027.

Les autres charges réelles 2013 sont équivalentes à celles de 2012.



Structure des charges réelles

Année 2013



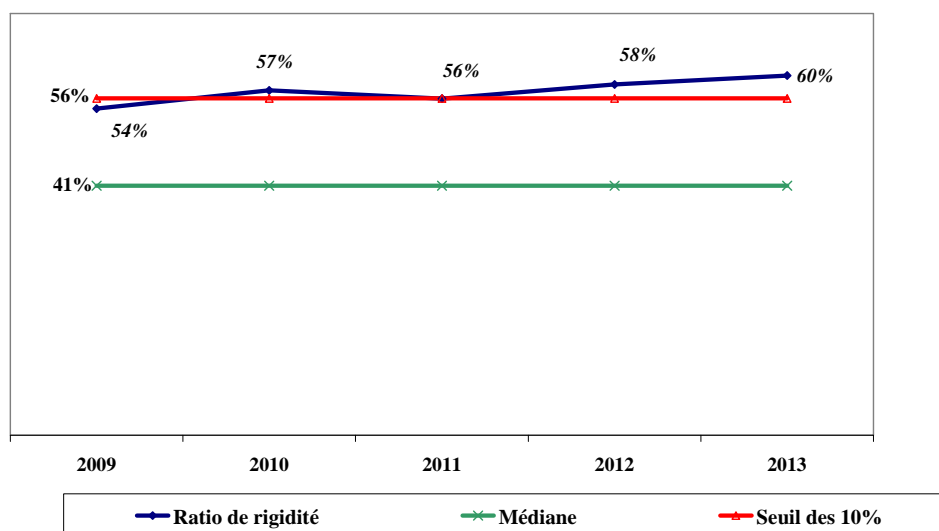
Le ratio de rigidité évalue le côté incompressible de certaines dépenses. Un ratio important indique une marge de manœuvre limitée.

*Le ratio de rigidité de la commune continue de se dégrader, il est de **60%** cette année. Ce ratio est supérieur au seuil des 10%, seuil qui représente les communes dont le ratio est le plus élevé.*

La maîtrise des dépenses de fonctionnement est nécessaire pour améliorer ce ratio.

Ratio de rigidité

Couverture des charges (personnel, contingents, intérêts) par les produits



2°) Les produits réels de fonctionnement progressent de 3 % :

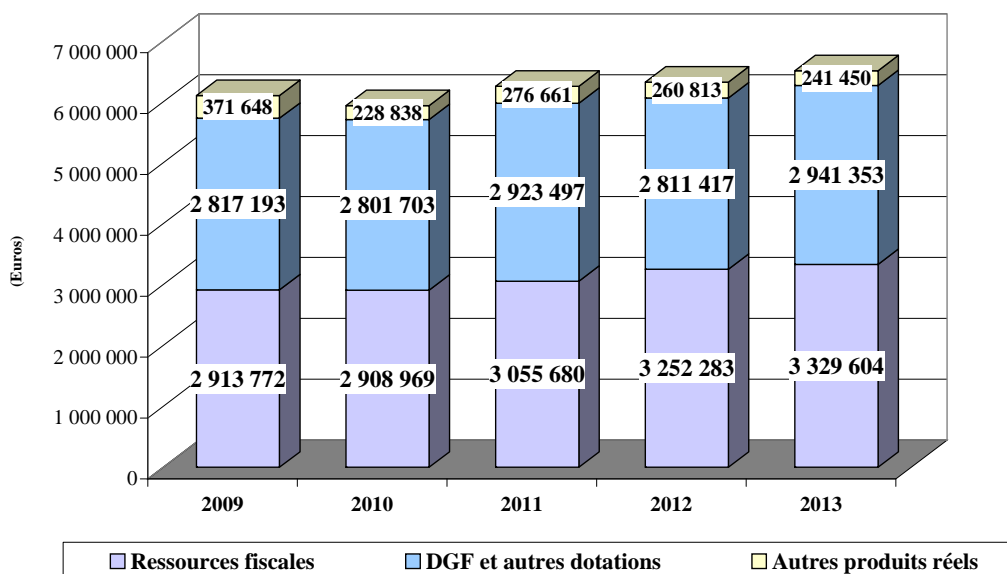
La progression des produits ne couvre cependant pas l'augmentation des dépenses (+4%).

Les ressources fiscales sont de 3 329 604€ et ont augmenté de 2.4%. Elles constituent 51,1% des recettes réelles du budget 2013. La moyenne par habitant est de 512€ (551€ pour le département). Les impôts locaux augmentent de 1,2% et représentent 434€ par habitant.

La part de la DGF et autres dotations représente 45,2% des recettes et progresse de 4,6%. Elles atteignent un montant de 2 941 353€.

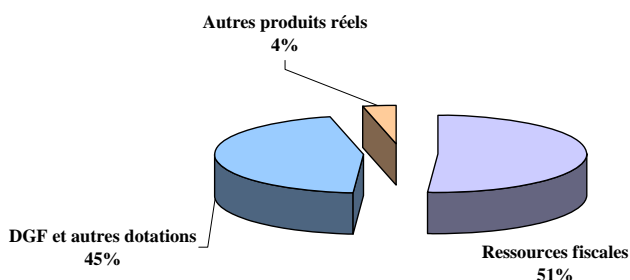
Les autres produits réels baissent de 7,4% mais ne représentent que 3,7% du total des produits réels.

Évolution des produits réels (montant)



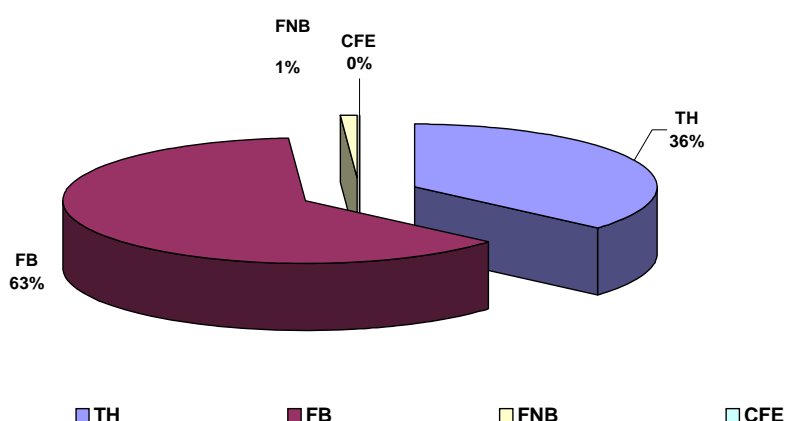
Structure des produits réels

Année 2013



Structure des produits de la fiscalité en 2013

Structure des produits de la fiscalité en 2013



B) La Capacité d'autofinancement encore en baisse en 2013 :

La Capacité d'autofinancement brute (CAF) représente l'excédent de fonctionnement (Produits réels diminués des charges réelles) utilisable pour financer les dépenses d'investissement (c'est à dire, les remboursements de dettes par priorité, puis avec le reliquat de nouvelles dépenses d'équipement).

A la lecture des graphiques suivants on peut constater que, cette année encore, la CAF est en baisse, elle est de 132 552€. La diminution est de 30% en 2013 par rapport à l'exercice 2012.

Elle représente 20€ par habitant, moyenne très nettement inférieure à la moyenne départementale : 146€.

La progression des recettes ne couvre pas l'augmentation des dépenses, ce qui explique cette nouvelle dégradation.

La CAF brute doit en principe couvrir le remboursement des dettes bancaires. Le remboursement des dettes en 2013 est de 462 216€ et n'est donc pas couvert par la CAF brute.

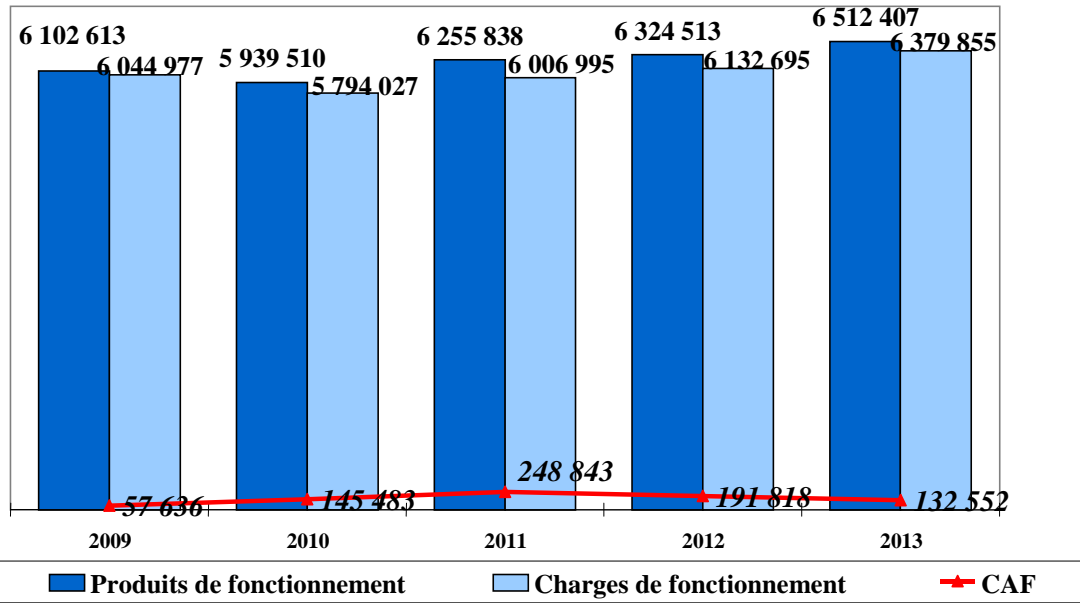
*Par conséquent la CAF nette est **négative** de 329 664€ (132 552€ - 462 216€).*

La CAF nette par habitant est de -51€ alors que pour la moyenne du département elle est de +90€.

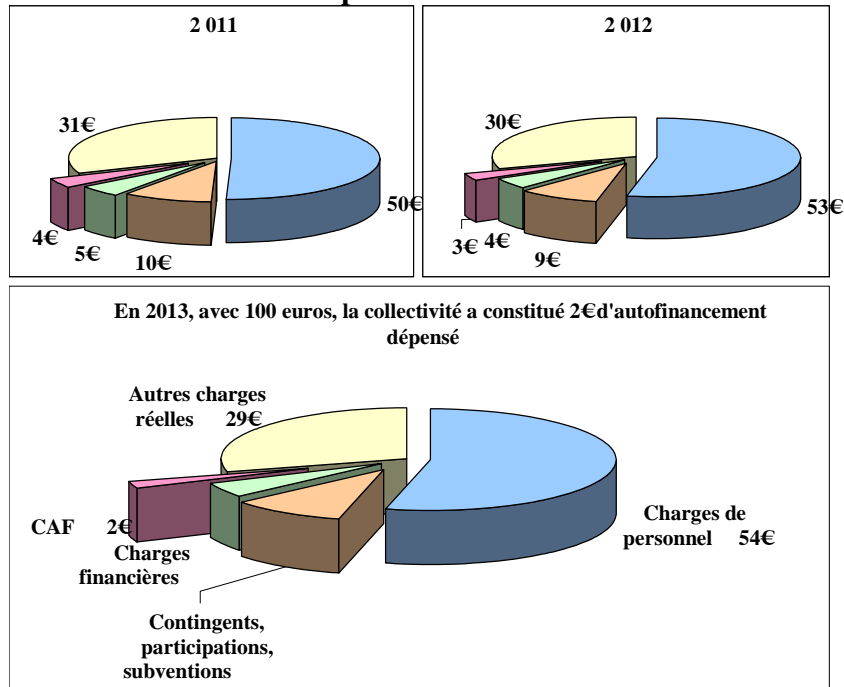
La commune ne peut autofinancer ses dépenses d'équipement par la CAF nette. Cette situation se reproduit depuis de nombreuses années.

Evolution de la CAF

(Euros)



Utilisation des produits de fonctionnement



II) L'INVESTISSEMENT

L'ensemble des dépenses d'investissement s'apparente à des emplois (dépenses d'équipement, remboursements de dettes, autres...). Parallèlement, l'ensemble des moyens financiers dont dispose la commune constitue des ressources (CAF, plus-values de cession, dotations et subventions, emprunts...). Le solde entre le total des ressources et le total des emplois représente la variation du fonds de roulement.

A) Le financement disponible :

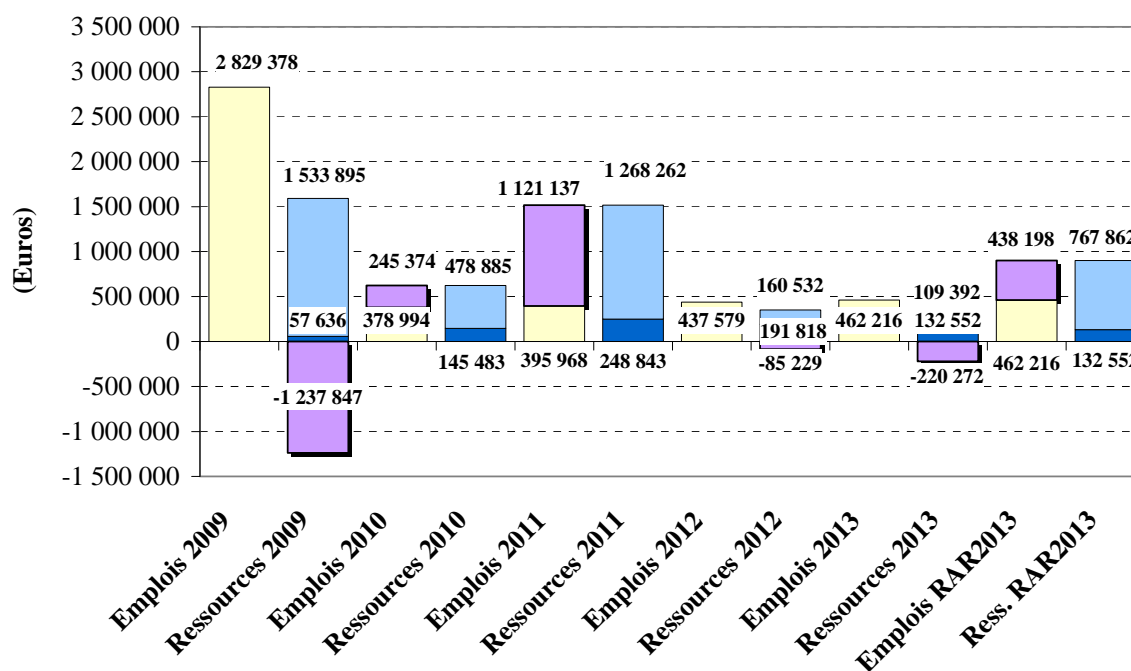
Le financement disponible représente le total des ressources (hors emprunts) dont dispose la collectivité pour investir, après avoir payé ses charges et remboursé ses dettes.

En prenant en compte les ressources propres (subventions, FCTVA et autres fonds globalisés), le financement disponible reste négatif : **-220 272€**. (CAF nette : -329664€ + ressources propres : 109 392€).

Les ressources propres sont en baisse de 31.9% par rapport en 2012 et se composent de 71421€ de FCTVA, 12031€ de TLE et 25937€ de subventions d'investissement.

Le financement disponible était également négatif en 2012.

Formation du financement disponible



■ Remboursements de dettes
 ■ CAF
 ■ Autres ressources
 ■ Financement disponible

B) Les dépenses d'équipement :

Les dépenses d'équipement réalisées en 2013 sont de 551 079€ et représentent 44% des dépenses d'investissement.

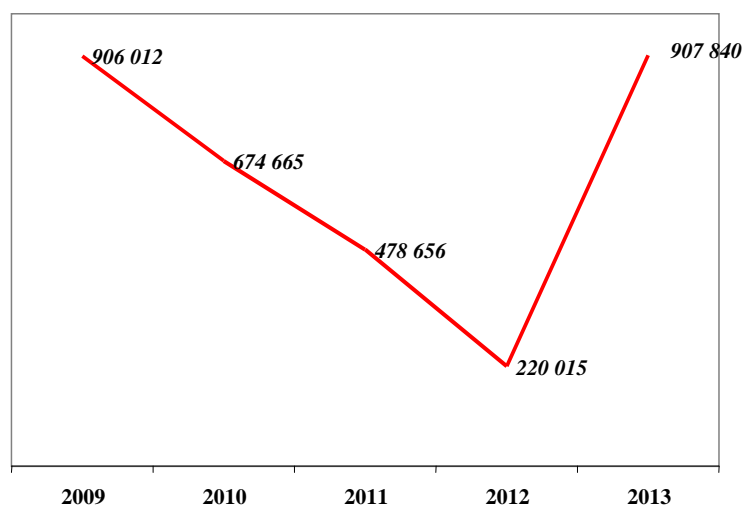
En prenant en compte les restes à réaliser qui sont de 356 760€, les dépenses d'équipement s'élèvent à 907 839€.

Les dépenses d'équipement représentent 85€ par habitant, la moyenne départementale est de 263€/hab.

Après 4 années consécutives de baisse les dépenses d'équipement ont progressé en 2013.

Évolution des dépenses d'équipement

Dépenses d'équipement (avec restes à réaliser)
(Euros)



C) Le financement des investissements :

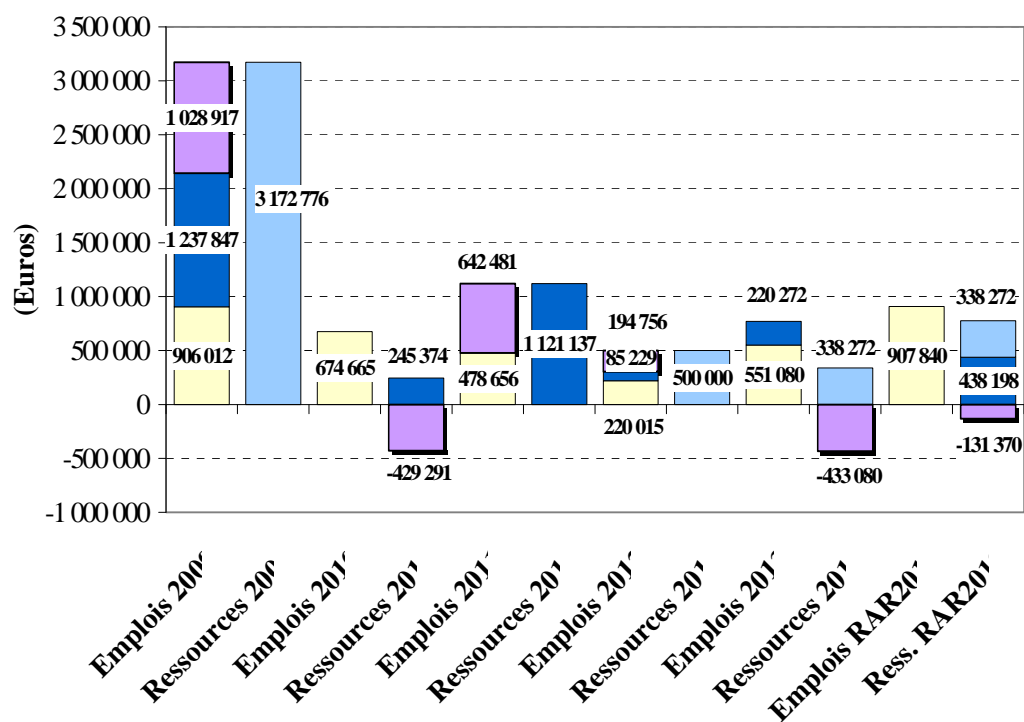
Pour financer ses investissements (551 079€) la commune a eu recours à 2 emprunts pour un total de 338 272€ soit une différence de 212 808€ que la commune devrait couvrir par le financement disponible. Cependant, le financement disponible 2013 est négatif de 220 272€.

La variation du fonds de roulement sera donc de **-433 080€**.

En tenant compte des restes à réaliser, la variation du fonds de roulement reste négative de 131 370€. Dans les restes à réaliser une cession d'actif est prévue pour un montant de 269 600€.

La commune a du prélever dans ses réserves pour effectuer le financement de ses investissements.

Financement des investissements



Dépenses d'investissements
 Financement disponible
 Emprunts
 Variation du FDR

III] EQUILIBRE DU BILAN

Le bilan décrit, à la clôture de l'exercice, l'ensemble du patrimoine que la commune a constitué d'année en année. Ce patrimoine comprend un "actif" (total des biens immobiliers ou mobiliers, des créances et de la trésorerie) et un "passif", total des moyens de financement que détient la commune (dotations, subventions, dettes...).

La mesure de l'équilibre financier de la commune s'effectue à travers trois grandeurs caractéristiques : le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie.

Bilan en 2013		
ACTIF	PASSIF	
Immobilisations 33 762 245	Subventions, dotations, réserves 27 608 765	
Stocks et créances 114 379	Dettes financières 6 227 975	
Trésorerie 319 275	Dettes fournisseurs, sociales 359 159	FDR = 74 495
		BFR = -244 780
		Trésorerie = FDR - BFR = 319 275

A) Le fonds de roulement :

Le fonds de roulement est égal à la différence entre les financements disponibles à plus d'un an (les dotations et réserves, les subventions, les emprunts) et les immobilisations (les investissements réalisés et en cours de réalisation).

Cette différence correspond, en comptabilité budgétaire, à la somme des excédents définitifs que la commune a dégagés au cours du temps.

Le fonds de roulement permet de couvrir le décalage entre encaissement de recettes et paiement de dépenses.

Le fonds de roulement en 2012 était de 507 575€.

Le résultat d'ensemble de l'exercice 2013 (variation du fonds de roulement) est de -433 080€ (résultat comptable +122 529€, besoin de financement : -555 079€).

*Le fonds de roulement à la fin de l'exercice 2013 est donc de **74 495€**, soit une baisse de 85,32%.*

Le fonds de roulement est très faible, il représente 11€ par habitant alors qu'il est en moyenne pour le département de 256€.

Le fonds de roulement corrigé des restes à réaliser est de 376 205€ en incluant la cession de 269 600€. Il est donc également en baisse par rapport à 2012.

B) Le besoin en fonds de roulement :

Le besoin en fonds de roulement (BFR) est égal à la différence entre l'ensemble des créances plus stocks et les dettes à court terme (dettes fournisseurs, dettes fiscales et sociales...). Une créance constatée, non encaissée génère un besoin de financement. A l'inverse, une dette pas encore payée vient diminuer ce besoin de financement. Le BFR traduit le décalage entre perception de recettes et paiement de dépenses.

Le besoin en fonds de roulement est cette année encore négatif et se monte à 244 780€.

Les dettes non encore payées sont supérieures aux créances non encaissées.

C) La trésorerie :

La trésorerie du bilan comprend le solde du compte au Trésor, mais également les autres disponibilités à court terme comme les valeurs mobilières de placement.

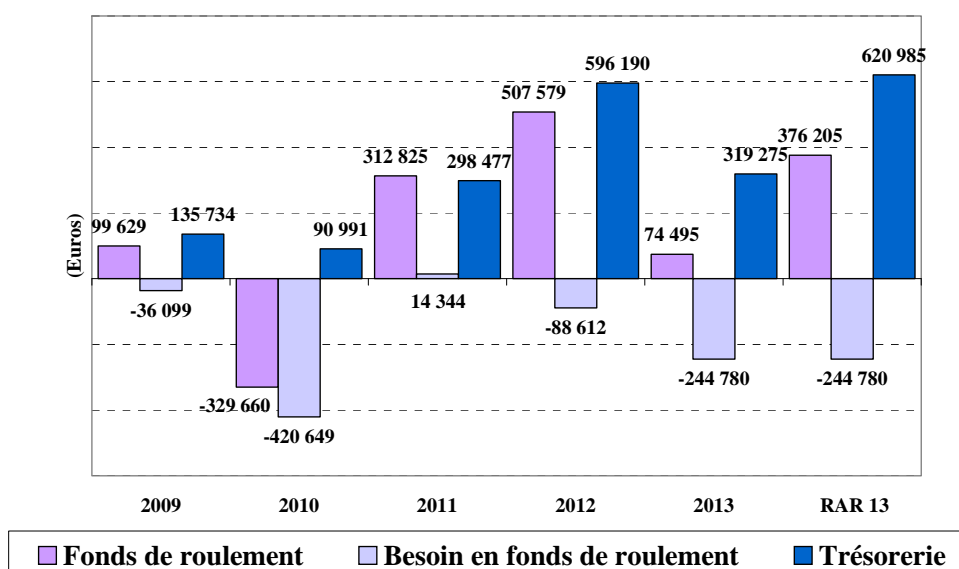
Elle apparaît comme la différence entre le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement.

La trésorerie au 31/12/13 était de 319 275€. En prenant en compte les RAR, elle était de 620 985€.

La diminution du fonds de roulement plus forte que l'augmentation du besoin en fonds de roulement expliquent la baisse de la trésorerie en 2013

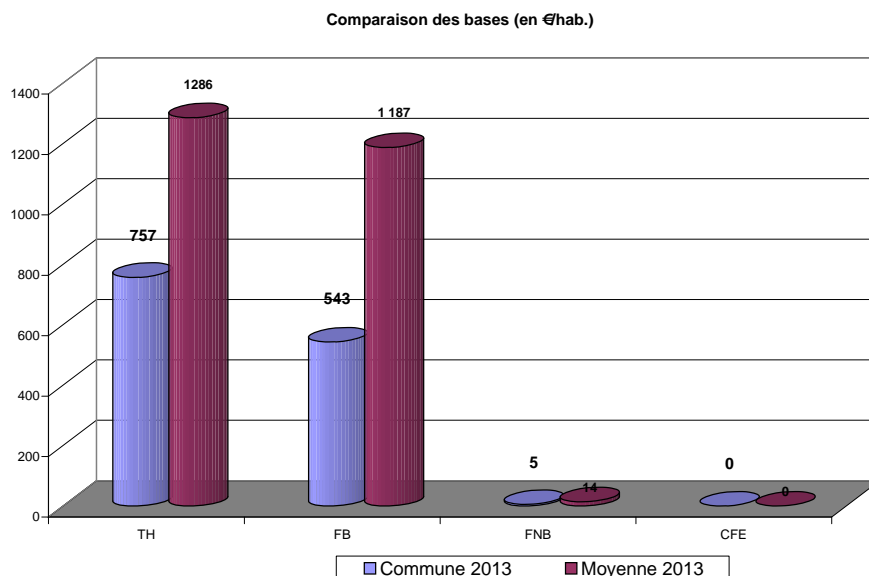
Au cours de l'année 2013 des difficultés de trésorerie ont nécessité à plusieurs reprises, de la part de l'ordonnateur, d'établir des ordres de priorité.

Évolution des principaux éléments du bilan



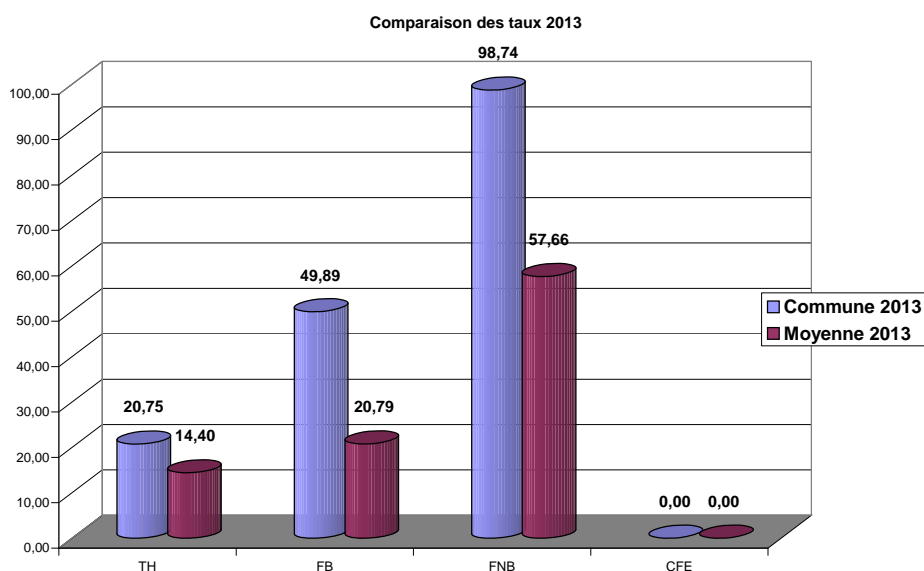
IV) MARGES DE MANOEUVRE

A) La fiscalité directe locale :

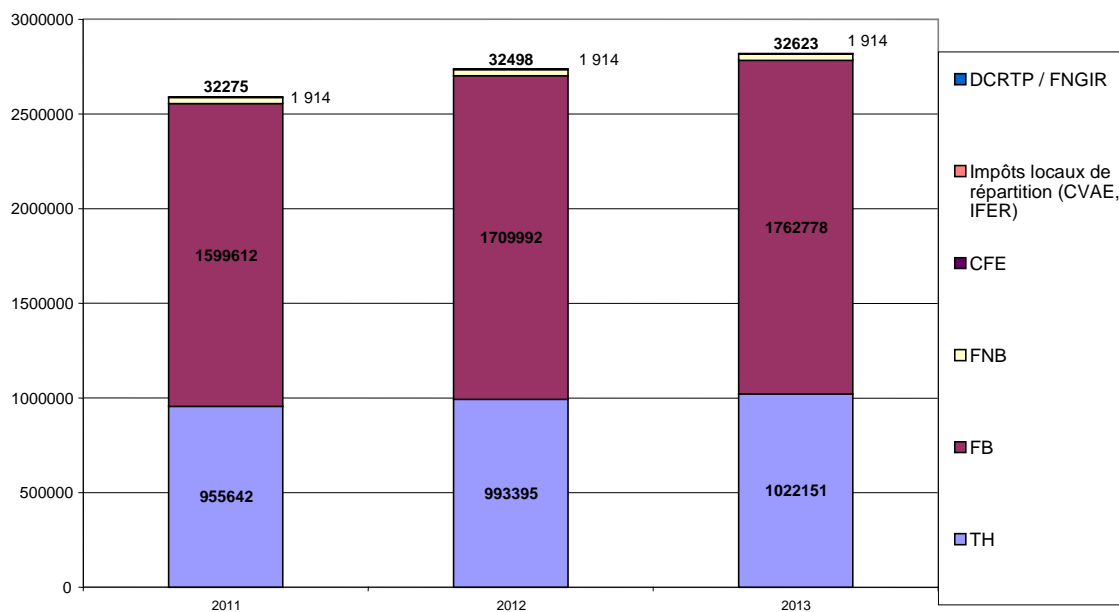


La taxe d'habitation : les bases nettes d'imposition ont augmenté en 2013 : 4 925 945€ contre 4 787 164€ en 2012. La moyenne par habitant : 757€, même si elle a légèrement augmenté, reste cependant en dessous de la moyenne nationale : 1286€. Pour comparaison la moyenne départementale est de 838€.

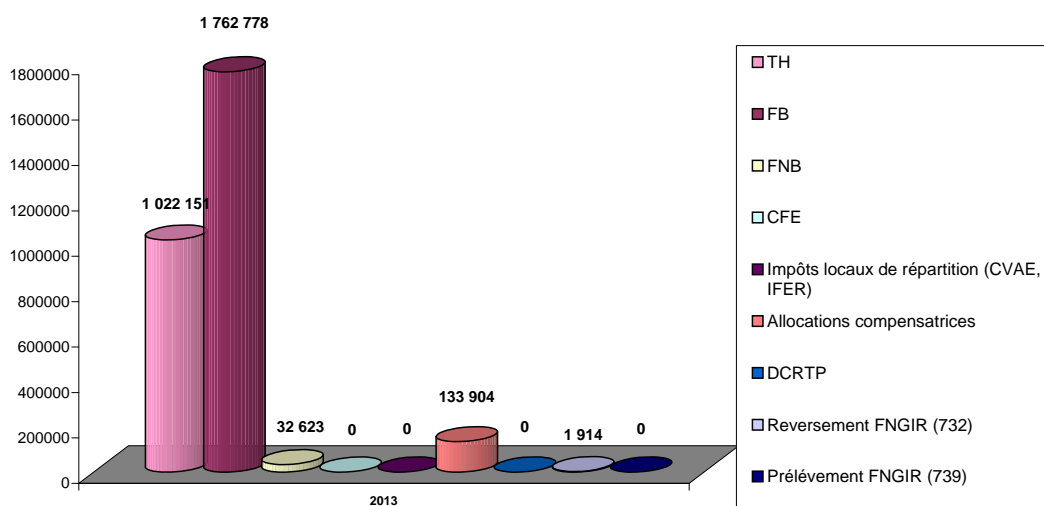
La taxe foncière sur les propriétés bâties : les bases augmentent également, mais comme pour la taxe d'habitation, la moyenne par habitant (543€) reste très faible par rapport à la moyenne départementale (739€) et à moyenne nationale (1187€).



Structure et évolution du rendement des impôts locaux



Structure des produits de la fiscalité en 2013



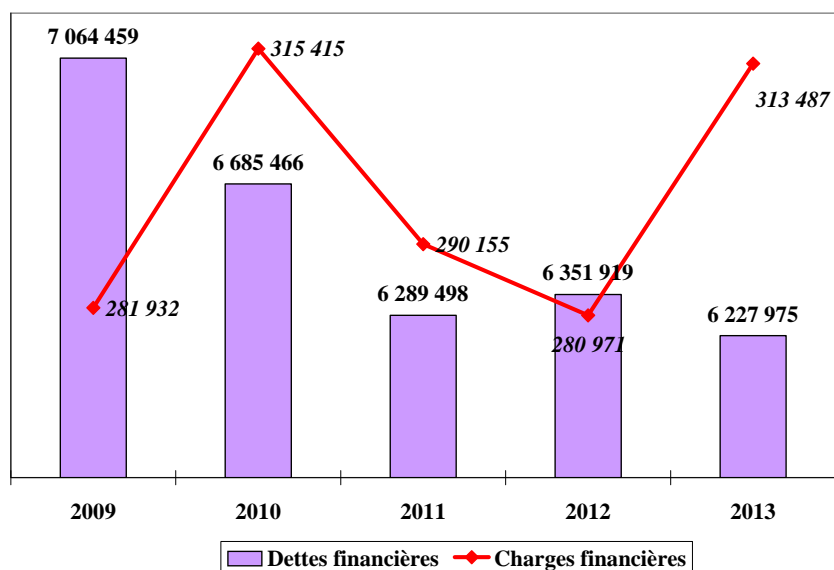
Les taux des différents impôts locaux sont tous supérieurs à la moyenne départementale.

Ils n'ont pas été réévalués depuis 2009, mais, il ne paraît pas possible pour la commune de les augmenter à nouveau, surtout en tenant du contexte économique difficile pour les habitants.

Les taux élevés compensent la faiblesse des bases d'imposition.

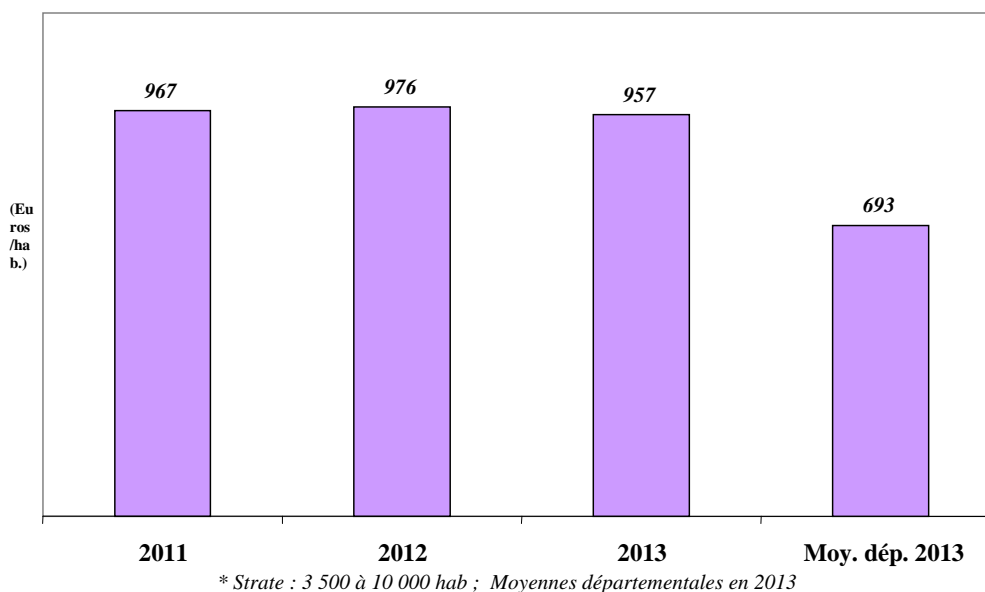
B) Analyse de l'endettement :

Évolution de la dette (Montant)



L'encours de la dette au 31/12/2013 s'élève à 6 227 975€ et représente 957€/hab contre 718€/hab au niveau départemental. Il diminue cependant en 2013. Cependant, les charges financières sont en hausse avec 313 487€ suite à l'emprunt contracté en 2012.

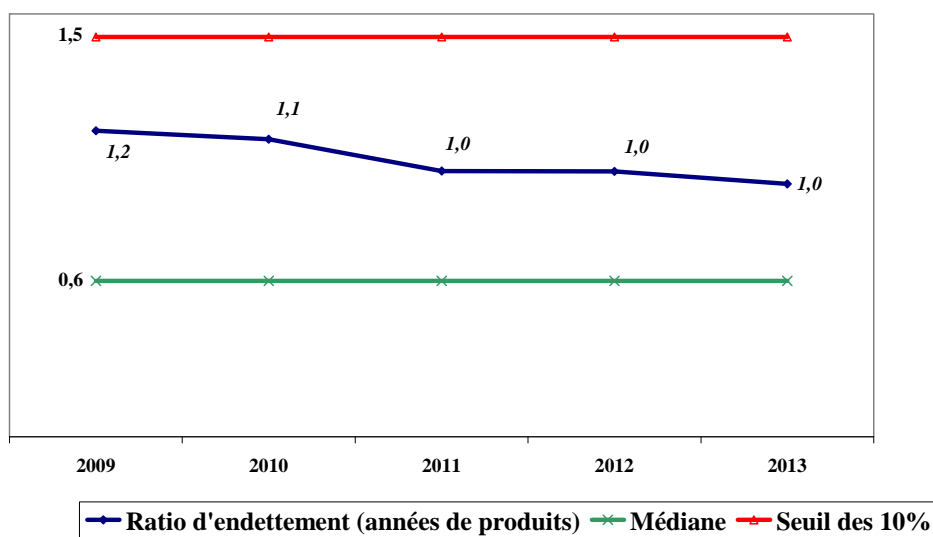
Dettes financières



Le montant des dettes financières est de 957€ par habitant alors que la moyenne départementale est de 693€.

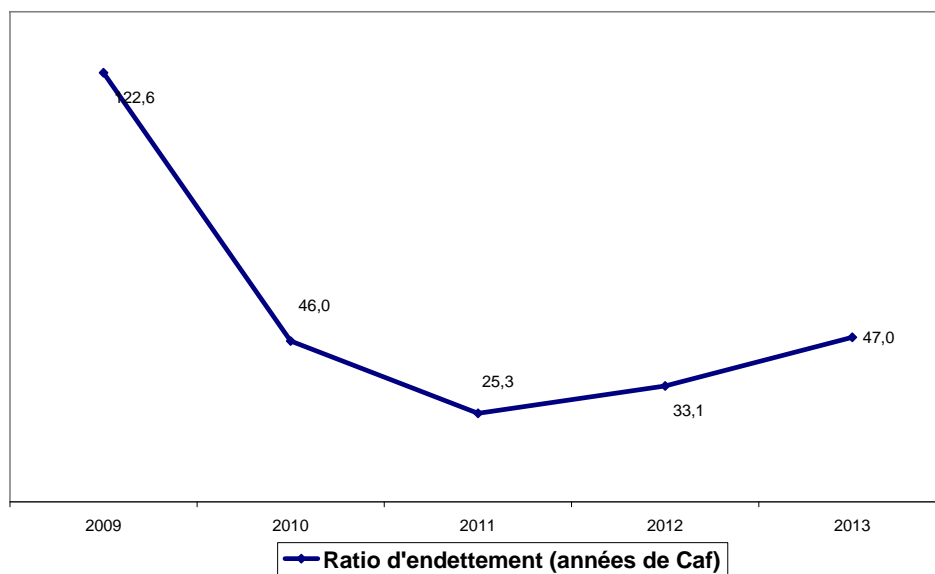
Ratio d'endettement

Nombre d'années de produits nécessaire au remboursement de la dette



Ratio d'endettement

Nombre d'années de CAF nécessaire au remboursement de la dette



Le ratio d'endettement se dégrade encore en 2013. La diminution de la capacité d'autofinancement explique l'augmentation du ratio.

C) Le coefficient d'autofinancement courant :

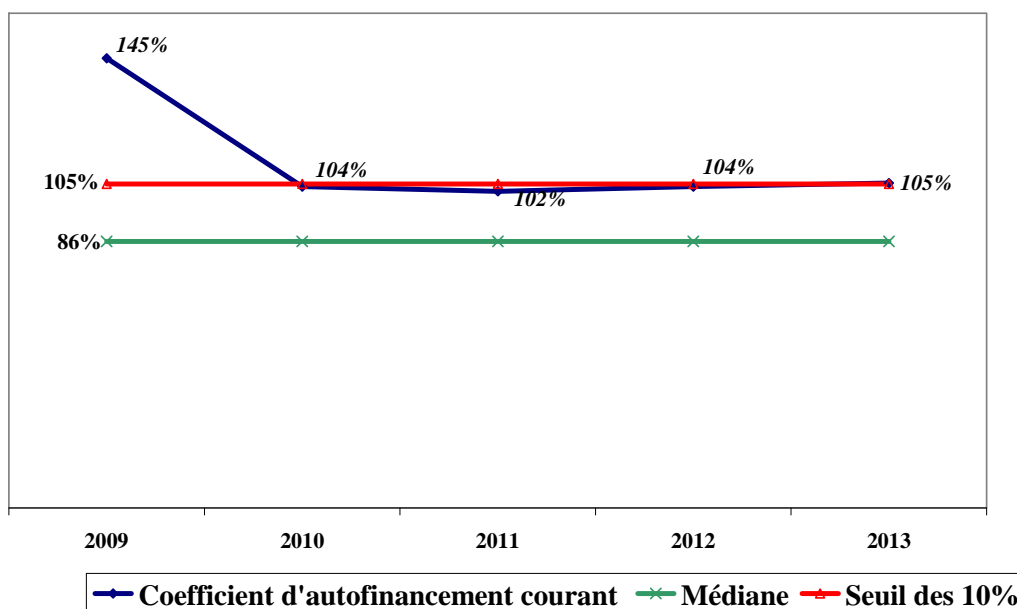
Le coefficient d'autofinancement courant (CAC) permet de mesurer l'aptitude de la commune à autofinancer ses investissements, après avoir couvert ses charges et les remboursements de dettes.

Le coefficient d'autofinancement est de 105% en 2013 ce qui signifie que la commune est incapable de faire face au remboursement de ses dettes avec son seul autofinancement.

La commune de Sains-en-Gohelle se situe au niveau du seuil des 10% des communes les plus en difficulté pour ce ratio.

Coefficient d'autofinancement courant

Couverture des charges et des remboursements de dettes par les produits



LEXIQUE

Actif

A l'actif du bilan sont inscrits l'ensemble des biens du patrimoine (immobilisations pour leur valeur historique) ainsi que l'ensemble des éléments n'ayant pas vocation à y rester de manière durable (stocks, créances, trésorerie). L'actif immobilisé brut représente l'ensemble des immobilisations inscrites au bilan fonctionnel pour une durée supérieure à un an (dépenses d'équipement, titres de participations, opérations pour comptes de tiers). L'actif circulant désigne les stocks et créances qui se renouvellent au cours de l'exercice.

Annuité de la dette

L'annuité de la dette est composée du montant des intérêts des emprunts et du montant du remboursement du capital. L'addition de ces deux montants permet de mesurer le poids exact de la dette à long et moyen terme pour les collectivités.

Autofinancement

(voir Capacité d'autofinancement)

Besoin en fonds de roulement (BFR)

Le BFR représente, à la fin d'un exercice comptable, l'excédent des crédits consentis aux redevables de la collectivité (restes à recouvrer) sur les crédits obtenus de ses créanciers (fournisseurs, État). Une créance crée un besoin de financement; la collectivité a constaté un produit, mais ce produit n'a pas encore été recouvré. A l'inverse, une dette génère une ressource; dans ce cas, la collectivité a effectivement enregistré une charge, mais celle-ci n'a pas encore été payée. Un BFR négatif constitue une ressource. En effet, cela signifie que les sommes non encore décaissées sont supérieures aux sommes non encore encaissées.

Bilan

Le bilan présente la situation patrimoniale de la collectivité à la date de clôture de l'exercice. Pour l'analyse financière, certaines rubriques du bilan sont reclassées afin de faire ressortir les grandeurs caractérisant la structure financière de la collectivité et d'apprécier son équilibre financier global.

Le bilan se présente sur deux colonnes: une colonne actif et une colonne passif. Il se découpe en trois grandes masses permettant de calculer trois grandeurs caractéristiques: les biens et financements à long terme (utilisés pour le calcul du fonds de roulement); l'ensemble des droits et obligations à court terme de la collectivité (calcul du besoin en fonds de roulement) et enfin la trésorerie dans son acception la plus large.

Capacité d'Autofinancement (C.A.F.)

Elle représente l'excédent des produits réels de fonctionnement (hors produits de cession d'immobilisation) sur les charges réelles de fonctionnement. La CAF permet de couvrir tout ou partie des dépenses réelles d'investissement (remboursements de dettes, dépenses d'équipement...).

Capitaux et assimilés

Ce sont les fonds à disposition de la commune à long terme hors dettes financières (dotations, réserves, résultat de l'exercice, subventions d'investissement, opérations pour comptes de tiers...).

Charges de fonctionnement réelles

En analyse financière M14, les charges réelles correspondent à des charges de fonctionnement qui donnent lieu ou donneront lieu à décaissement.

Financement disponible

Il représente le total des ressources (hors emprunts) dont dispose la collectivité pour investir, après avoir payé ses charges et remboursé ses dettes financières.

Excédent brut de fonctionnement (EBF)

Il correspond à l'excédent des produits courants sur les charges courantes. C'est la ressource fondamentale de la commune indépendante des produits et charges financières et exceptionnelles.

Fonds de roulement

Le fonds de roulement est égal à la différence entre les financements disponibles à plus d'un an (les dotations et réserves, les subventions d'investissements, les amortissements et provisions, les dettes financières à moyen long terme) et les immobilisations (les investissements réalisés et en cours de réalisation).

Cette différence correspond, en comptabilité budgétaire, à la somme des excédents définitifs que la commune a dégagés au cours du temps.

Produits de fonctionnement réels

En analyse financière M14, les produits réels correspondent à des produits de fonctionnement (hors cession d'actifs) qui donnent lieu ou donneront lieu à encaissement.

Réel

En analyse financière, la notion de réel diffère de celle d'encaissement ou de décaissement. Est considéré comme réelle, une opération qui a ou aura (au cours d'un exercice ultérieur) un dénouement en trésorerie.

Résultat de fonctionnement ou résultat comptable

Différence entre le total des titres et le total des mandats émis en classe 7 et 6 de la section de fonctionnement.

Trésorerie

C'est l'ensemble des liquidités disponibles en caisse ou au compte au Trésor et des valeurs mobilières de placement.